



LE PRINTEMPS DE L'ÉVALUATION

L'évaluation des politiques publiques au Parlement

JEUDI 28 JUIN 13H00-18H30
A L'ASSEMBLEE NATIONALE, SALLE VICTOR HUGO
101 RUE DE L'UNIVERSITE

*Une initiative du groupe de travail sur les moyens de contrôle et d'évaluation
de l'Assemblée nationale*

EN PARTENARIAT AVEC :



LE PRINTEMPS DE L'ÉVALUATION

Programme

ACCUEIL

Jean-Noël Barrot, député des Yvelines

Jean-François Eliaou, député de l'Hérault

13H00-13H50 : PROPOS INTRODUCTIF D'ESTHER DUFLO (MIT)

Session présidée par Anne Brugnera, députée du Rhône

14H00-15H00 : POLITIQUES ÉDUCATIVES ET SOCIALES

Session présidée par Aurore Bergé, députée des Yvelines

- **Les effets de long terme de l'internat d'excellence de Sourdun**
Clément de Chaisemartin (University of California, Santa Barbara - JPal)
- **Les effets de la baisse de la taille des classes sur les résultats des élèves : l'étude en cours dans les REP+**
Fabienne Rosenwald (DEPP)
- **L'évaluation des effets de la Garantie Jeunes**
Philippe Zamora (DARES)

15H10-16H10 : ASSURANCE CHÔMAGE ET FISCALITÉ

Session présidée par Gilles Carrez, député du Val-de-Marne

- **L'effet de l'assurance chômage sur la reprise d'activité**
Thomas le Barbanchon (Université Bocconi)
- **L'effet du plan d'aide au retour à l'emploi (PARE) sur les créations d'entreprises**
David Sraer (UC Berkeley)
- **L'effet des hausses et baisses de TVA sur les prix**
Dorian Carloni (Congressional Budget Office)

LE PRINTEMPS DE L'ÉVALUATION

Programme

16H20-16H40 : MICRO-SIMULATION ET CHIFFRAGE BUDGÉTAIRE

Session présidée par Christine Pirès-Beaune, députée du Puy-de-Dôme

- **Présentation des modèles de micro-simulation utilisés pour le chiffrage budgétaire**

Brice Fabre (Institut des politiques publiques)

16H50-18H00 : MISE EN OEUVRE INSTITUTIONNELLE DE L'ÉVALUATION DES POLITIQUES PUBLIQUES

Session présidée par Amélie de Montchalin, députée de l'Essonne

- **Introduction** par Bruno Palier (Sciences Po – LIEPP)

- **Perspective internationale**

Dorian Carloni (Congressional Budget Office)

Rozenn Desplatz (France Stratégie)

- **Table ronde**

Antoine Bozio (Institut des politiques publiques)

Philippe Martin (Conseil d'analyse économique)

18H10-18H30 : CONCLUSION

François de Rugy, président de l'Assemblée nationale

LE PRINTEMPS DE L'ÉVALUATION

Présentation des intervenants



Esther Duflo (MIT)

Esther Duflo est diplômée de l'École normale supérieure de Paris, professeur au département d'économie du Massachusetts Institute of Technology (MIT), et cofondatrice et co-directrice de J-PAL, laboratoire d'action contre la pauvreté. En 2011, elle est lauréate de la médaille de l'innovation du CNRS, et Time la fait figurer sur sa liste des 100 personnes les plus influentes au monde. Son ouvrage Repenser la pauvreté, traduit en 17 langues, a remporté en 2011 le prix « Business Book de l'Année » du Financial Times. Dans ses recherches, elle cherche à comprendre la vie économique des pauvres, dans le but d'aider à concevoir et évaluer les politiques et programmes sociaux. Elle a travaillé sur la santé, l'éducation, l'inclusion financière, la gouvernance et l'environnement.



Clément de Chaisemartin (UC Santa Barbara, J-Pal)

Clément de Chaisemartin est Assistant Professor à UC Santa Barbara. Il a également enseigné à l'université de Warwick, et est diplômé de l'École d'Économie de Paris et d'HEC. Ses travaux de recherche portent sur les méthodes économétriques d'évaluation des politiques publiques et sur l'économie de l'éducation.



Fabienne Rosenwald (DEPP)

Fabienne Rosenwald est Inspectrice générale de classe exceptionnelle de l'Insee, diplômée de l'École normale supérieure de la rue d'Ulm et de l'Ensaë. Agrégée de mathématiques et docteur en sciences économiques, elle est directrice de la Direction de l'évaluation de la prospective et de la performance (DEPP) depuis novembre 2015.



Philippe Zamora (DARES)

Philippe Zamora est un ancien élève de l'ENS et de l'ENSAE. Administrateur de l'INSEE, il est depuis 2013 sous-directeur du suivi et de l'évaluation des politiques d'emploi et de formation professionnelle à la DARES. Il a été chargé de recherches au CREST entre 2007 et 2013 où il s'est notamment intéressé à l'évaluation des mesures actives du marché du travail.



Thomas Le Barbanchon (Université Bocconi)

Thomas Le Barbanchon est professeur d'économie à l'université Bocconi à Milan depuis 2015. Auparavant, il était chercheur en économie au CREST-ENSAE à Paris de 2012 à 2015. Administrateur de l'Insee, il a aussi occupé plusieurs postes de chargé d'étude au Ministère du travail (Dares) et à l'Insee.



David Sraer (UC Berkeley)

David Sraer est diplômé de l'école Polytechnique, de l'ENSAE, et détenteur d'un doctorat en économie effectué sous la direction de Jean Tirole à l'École d'Économie de Toulouse. Il est actuellement professeur d'économie et de finance à l'université de Californie, Berkeley, après avoir enseigné à Princeton.

LE PRINTEMPS DE L'ÉVALUATION

Présentation des intervenants



Dorian Carloni (Congressional Budget Office)

Dorian Carloni est analyste adjoint dans le département d'analyse fiscale du bureau du Budget du Congrès américain (Congressional Budget Office, CBO) et a obtenu son doctorat à l'Université de Californie à Berkeley en 2016.



Brice Fabre (Institut des Politiques Publiques)

Ancien élève de l'École normale supérieure de Cachan et titulaire d'un doctorat de l'École d'Économie de Paris, Brice Fabre est économiste à l'Institut des Politiques Publiques (IPP). Il a consacré ses recherches doctorales à l'étude des finances des communes françaises. Il rejoint l'IPP en octobre 2016, où il s'intéresse aux questions relatives à la fiscalité, aux prestations sociales et aux retraites.



Bruno Palier (Sciences Po – LIEPP)

Bruno Palier est directeur de recherche du CNRS à Sciences Po (Centre d'études européennes). Il est directeur du Laboratoire interdisciplinaire d'évaluation des politiques publiques de Sciences Po (LIEPP). Il est docteur en sciences politiques, agrégé de sciences sociales et ancien élève de l'École normale supérieure de Fontenay-Saint-Cloud. Il travaille sur les réformes des systèmes de protection sociale en France et en Europe.



Rozenn Desplatz (France Stratégie)

Rozenn Desplatz est experte référente à France Stratégie. Ses missions à France Stratégie portent sur l'évaluation des politiques publiques, et le suivi et l'évaluation du CICE en particulier. Après une thèse de doctorat en économie à l'université de Paris I Panthéon Sorbonne, elle a travaillé dans différentes administrations centrales (DGTrésor, COE, Dares) sur les questions de l'emploi et du marché du travail.



Antoine Bozio (Institut des Politiques Publiques)

Antoine Bozio est titulaire d'un doctorat en sciences économiques. Il est maître de conférences à l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS), chercheur associé à l'École d'économie de Paris (PSE) et dirige l'Institut des politiques publiques (IPP), partenariat scientifique entre PSE et le Crest visant à promouvoir l'analyse et l'évaluation des politiques publiques. Ses travaux de recherche concernent en particulier le système de retraite et la protection sociale.



Philippe Martin (Sciences Po, Conseil d'Analyse Economique)

Philippe Martin est professeur d'Économie à Sciences Po Paris depuis 2009, et président délégué du Conseil d'Analyse Economique depuis 2018. De 2015 à 2016 il a été le conseiller économique d'Emmanuel Macron, Ministre de l'Économie, de l'Industrie et du Numérique. Il était auparavant professeur à la Paris School of Economics et au Graduate Institute de Genève.

LE PRINTEMPS DE L'ÉVALUATION

Références bibliographiques

LES EFFETS DE LONG TERME DE L'INTERNAT D'EXCELLENCE DE SOURDUN

Auteurs Clément de Chaisemartin (University of California, Santa Barbara), Marc Gurgand (Ecole d'Économie de Paris), Luc Behagel (Ecole d'Économie de Paris)

Source "Ready for boarding? The effects of a boarding school for disadvantaged students" 2017. AEJ: Applied Economics, 9(1), pp. 140-164.

Résumé L'internat d'excellence de Sourdun a ouvert ses portes à la rentrée 2009. Les 258 premiers internes ont été tirés au sort parmi 395 candidats éligibles. Les chercheurs ont suivi les élèves internes et les 137 candidats qui n'ont pas été retenus. Cette expérimentation financée par le Fonds d'expérimentation pour la jeunesse, a permis dans un premier temps d'estimer l'impact de l'internat d'excellence de Sourdun sur les élèves au bout de trois ans. Ils démontrent qu'une politique scolaire ambitieuse peut avoir des résultats importants, mais ils soulignent aussi que cette politique ne touche pas à ce jour les élèves les plus faibles. Les effets de long terme de l'internat d'excellence de Sourdun seront présentés pour la première fois à l'occasion du Printemps de l'Évaluation.

LES EFFETS DE LA BAISSÉ DE LA TAILLE DES CLASSES SUR LES RESULTATS DES ELEVES : L'ÉTUDE EN COURS DANS LES REP+

Auteurs Direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance

Source Etude en cours, dont la méthodologie est présentée pour la première fois à l'occasion du Printemps de l'Évaluation.

Résumé Fabienne Rosenwald présentera le dispositif d'évaluation de la mesure « Dédoublé des classes de CP en REP+ », mise en place à la rentrée 2017 avec l'objectif de mieux construire les apprentissages fondamentaux chez les élèves les plus fragiles et ainsi de réduire les inégalités et la difficulté scolaire. Le dispositif d'évaluation a été conçu par la DEPP avec l'aide de chercheurs avant le déploiement de la mesure. Il a pour objectif d'évaluer l'impact à court et moyen terme de la mesure du point de vue de la progression des élèves de REP+ par rapport aux autres, de recueillir des informations sur les pratiques d'enseignement, et d'observer l'engagement des élèves et les interactions professeur-élèves.

L'ÉVALUATION DES EFFETS DE LA GARANTIE JEUNES

Auteurs Comité Scientifique en charge de l'évaluation de la Garantie Jeunes

Source Rapport final d'évaluation de la Garantie jeunes, février 2018, disponible sur le site de la DARES.

Résumé Philippe Zamora présentera les résultats de l'évaluation de la Garantie jeunes conduite sous l'égide d'un comité scientifique présidé par Jérôme Gautié (Université de Paris I) entre 2014 et 2018. La Garantie jeunes est un programme d'accompagnement intensif des jeunes assorti d'une allocation mensuelle et ciblé sur les jeunes en grande précarité financière. Un peu plus de 80 000 jeunes en ont bénéficié en 2017.

L'EFFET DE L'ASSURANCE CHOMAGE SUR LA REPRISE D'ACTIVITÉ

Auteurs Thomas le Barbanchon (Université Bocconi), Roland Rathelot (Université de Warwick), Alexandra Roulet (INSEAD)

Source "Unemployment Insurance and Reservation Wages : Evidence from Administrative Data", article à paraître dans le *Journal of Public Economics*.

Résumé Le premier objectif de l'assurance chômage est d'assurer un revenu de remplacement aux personnes involontairement privées d'emploi. Au-delà de ce premier rôle, se pose la question de l'efficacité de ce dispositif. En théorie, des allocations chômage plus généreuses ralentissent les sorties du chômage mais sont également susceptibles d'améliorer la qualité de l'emploi retrouvé. Cette étude mesure les effets de l'allongement de la durée maximale d'indemnisation du chômage en France entre 2000 et 2002.

LE PRINTEMPS DE L'ÉVALUATION

Références bibliographiques

L'EFFET DU PLAN D'AIDE AU RETOUR A L'EMPLOI (PARE) SUR LES CREATIONS D'ENTREPRISES

- Auteurs** Johan Hombert (HEC), David Sraer (UC Berkeley), David Thesmar (MIT), Antoinette Schoar (MIT)
- Source** "Can Unemployment Insurance Spur Entrepreneurial Activity ? Evidence from France", document de travail du National Bureau of Economic Research (NBER) No. 20717
- Résumé** Cette étude porte sur les effets de la réforme du Plan d'Aide au Retour à l'Emploi mis en œuvre en 2003 sur la création d'entreprises, notamment son volet concernant l'extension de l'assurance chômage aux créateurs - chômeurs. L'analyse empirique est effectuée en comparant les taux de création d'entreprises et la performance des entreprises nouvellement créées entre des secteurs d'activité affectés différemment par cette réforme.

L'EFFET DES HAUSSES ET BAISES DE LA TVA SUR LES PRIX

- Auteurs** Dorian Carloni (CBO), Youssef Benzarti (UCLA)
- Source** "Who really benefits from consumption tax cuts ? Evidence from a large VAT reform in France", article à paraître dans *AEJ : Economic Policy*.
- Résumé** Cette étude analyse les effets de la baisse de la TVA dans la restauration en 2009. Les auteurs démontrent que les prix n'ont que peu baissé, et que la réforme bénéficie dans une large mesure aux marges des entreprises du secteur, et dans une moindre mesure, aux salariés et aux fournisseurs du secteur qui voient leur rémunération augmenter.

LES PRATIQUES D'ÉVALUATION EX POST DANS LE MONDE

- Auteurs** Rozenn Desplatz (France Stratégie), Sandra Debu (France Stratégie), Pierre-Henri Bono (Sciences Po), Clément Lacouette-Fougère (Direction interministérielle à la transformation publique), Alain Trannoy (AMSE)
- Source** Etude en cours dont les conclusions principales sont présentées pour la première fois à l'occasion du Printemps de l'Évaluation.
- Résumé** Cette étude porte sur sept pays : la France, les États-Unis, le Royaume-Uni, la Suède, le Canada, l'Allemagne et les Pays-Bas. Elle comprend deux axes. Le premier vise à mesurer le nombre d'évaluations scientifiques ex post produites par pays sur la base d'une étude bibliométrique des publications dans des revues académiques à comité de lecture. Le second étudie les modalités de prise en compte de ces évaluations dans les processus de décision.

POUR UNE AGENCE PARLEMENTAIRE D'ÉVALUATION

- Auteurs** Groupe de travail sur les moyens de contrôle et d'évaluation de l'Assemblée nationale, Jean-Noël Barrot (Président), Jean-François Eliaou (Rapporteur)
- Source** "Format et compétences d'un organe d'expertise propre au Parlement", rapport disponible sur le site de l'Assemblée nationale.
- Résumé** Cette étude préfigure la future agence parlementaire d'évaluation. Ces missions consistent en l'analyse des orientations budgétaires du Gouvernement, et des hypothèses macroéconomiques sur lesquelles elles sont construites et l'étude de l'impact des politiques publiques. Son directeur est nommé par les bureaux des assemblées, et assisté d'un conseil scientifique composé d'experts de l'évaluation des mondes universitaire, administratif, entrepreneurial. L'agence évaluera systématiquement tout projet ou proposition de loi et, sur demande filtrée par le président de l'Assemblée, les amendements parlementaires et gouvernementaux. Les lois déjà votées seront, après un tri opéré par la conférence des présidents, évaluées *ex post*. Les groupes minoritaires ou d'opposition disposeront d'un droit de tirage. Elle disposera d'un budget de 5,1 millions d'euros et de l'équivalent de quarante salariés à temps plein : une équipe d'analystes et de chercheurs, et des personnels administratifs et d'encadrement.

